

Unité départementale du Bas-Rhin
Équipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n° 24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 9 septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/08/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHAUX DE WASSELONNE

38 rue Hohengoeft
67310 WASSELONNE

Code AIOT : 0006700443

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2022 dans l'établissement CHAUX DE WASSELONNE implanté 38 rue Hohengoeft - 67310 WASSELONNE. L'inspection a été annoncée le 23/08/2022. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est motivée par des plaintes de voisinage dénonçant des nuisances de pollutions atmosphériques et sonores.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAUX DE WASSELONNE
- 38 rue Hohengoeft - 67310 WASSELONNE
- Code AIOT : 0006700443
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société CHAUX DE WASSELONNE est spécialisée dans la fabrication chaux (fours à chaux) sur la commune de Wasselonne.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise à jour de la situation administrative ;
- Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée : Programme de surveillance des caractéristiques des émissions des polluants ;
- Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise à jour de la situation administrative	AP Complémentaire du 21/11/2017, article 1.2.1	/	Sans objet
2	Captation et canalisation des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 21/11/2017, article 3.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Surveillance des émissions atmosphériques	AP Complémentaire du 21/11/2017, article 4	/	Sans objet
4	Mesure de bruit	AP Complémentaire du 18/06/2008, article 12.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont révélé des non-conformités et observations susceptibles de mise en demeure et qui nécessitent des actions correctives sous délai maîtrisé.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection et des actions engagées par l'exploitant, il n'est pas proposé d'engager de suites administratives dans l'immédiat.

Afin de justifier de l'avancement de la démarche de mise en conformité, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des Installations Classées, dans les délais indiqués dans le corps du rapport, les mesures prises ou prévues pour lever les non-conformités et répondre aux observations relevées.

D'autres suites pourront être envisagées en fonction des éléments de réponse apportés par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour de la situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21 novembre 2017, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour de la situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par les rubriques de la nomenclature des installations classées
<p>Constats : L'exploitant bénéficie d'un arrêté préfectoral du 05 mars 1997 modifié pour exploiter ses installations. L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 novembre 2017 liste les rubriques ICPE applicables au site.</p> <p>L'exploitant rappelle que la nouvelle installation de stockage de déchet 2760-3 (E) autorisée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 novembre 2017 a été vendu début 2022 à la société ARTERE ENVIRONNEMENT, dont le siège social est basé à Marlenheim.</p> <p>L'inspection confirme qu'une demande de changement d'exploitant a bien été adressée à la préfète par cette société en date du 18 mai 2022. Cette demande est en cours d'instruction et un projet d'arrêté préfectoral complémentaire pour retirer la rubrique 2760-3 (E) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 novembre 2017, sera prochainement adressé à l'exploitant.</p> <p>L'exploitant informe par ailleurs, qu'un changement d'exploitant pourrait intervenir prochainement pour les autres installations du site visées à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 novembre 2017.</p> <p>L'inspection rappelle que le changement d'exploitant doit être porté à connaissance de la préfète, en application des articles 4 de l'arrêté préfectoral du 05 mars 1997 modifié et R. 181-47 du code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Captation et canalisation des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21 novembre 2017, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Captation et canalisation des rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Au niveau des fours assurant la cuisson de la chaux, l'amélioration de la captation et de la canalisation des émissions est systématiquement recherchée, en vue de leur traitement et de leur dispersion atmosphérique optimaux. Ces dispositifs sont maintenus en bon état et restent en place, hors alimentation des fours.</p> <p>Constats : Ce point de contrôle est principalement motivé par des plaintes de voisinage dénonçant des nuisances de pollutions atmosphériques. L'exploitant indique que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les fours 1, 2 et 6 sont définitivement hors service ; • Les fours 3, 4 et 5 sont en état de fonctionner ; • Seuls les fours 3 et 4 sont en fonctionnement le jour de l'inspection. <p>Les fours 3 et 4 sont en fonctionnement en continu. Comme lors des fêtes de fin d'année 2021, l'exploitant prévoit de ne plus arrêter les fours en fin d'année 2022 afin de ne plus avoir à les rallumer et ainsi générer des nuisances sur le voisinage. Il a été relevé, lors de l'inspection, que le conduit principal qui rejoint la cheminée de rejet N°1 était équipé d'un second exutoire de forme carré équipé d'un chapeau plat. Ce second exutoire n'est pas référencé dans les installations de rejets. L'inspection précise que le fonctionnement de deux exutoires simultanément n'est pas autorisé à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 novembre 2017. L'exploitant précise que cet exutoire a été installé suite à un incendie qui s'est déclaré en dehors des heures de fonctionnement de la ventilation forcée du conduit principal. Selon l'exploitant il s'agit d'un dispositif de sécurité L'inspection indique que les plaignants ont signalé que cet exutoire rejetait aussi des émissions lors du fonctionnement de la ventilation forcée du conduit principal. Aussi, l'inspection demande à l'exploitant de lancer une étude technico-économique portant sur l'optimisation des conditions de rejet de son installation et sur la dispersion atmosphérique, l'ensemble des rejets doit être canalisé et traité. L'exploitant est tenu d'adresser :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sous un délai de 1 mois, un bon de commande signé pour l'étude technico-économique ; • sous un délai de 6 mois, la preuve de la bonne réalisation des travaux. <p>L'inspection propose de ne pas engager de suites administratives dans l'immédiat sur ce point. L'absence d'éléments précités dans les délais obligerait l'inspection à proposer des suites administratives</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Surveillance des émissions atmosphériques

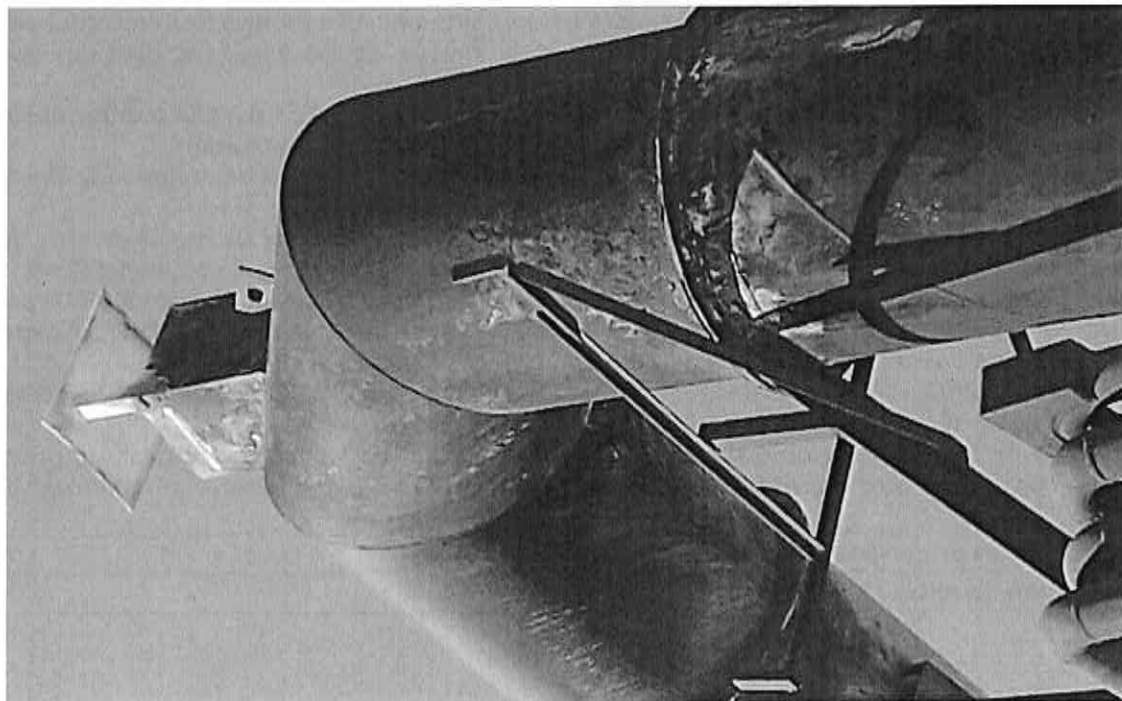
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21 novembre 2017, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La surveillance des rejets est réalisée suivant les paramètres et fréquences fixés ci-après : (...)</p> <p>Constats : Conformément à l'article 24 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 novembre 2017, l'exploitant fait réaliser annuellement une surveillance des émissions atmosphériques. L'inspection demande à l'exploitant de lui communiquer les rapports de contrôle des trois dernières années. Post-visite, l'exploitant a adressé par courriel du 30 août 2022, les rapports demandés.</p>

<p>L'ensemble des résultats des mesures réalisées en 2020, 2021 et 2022 sont conformes aux valeurs prescrites par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 novembre 2017, hormis un dépassement de la valeur mesurée sur le Benzène (mesurée 3,5 µg/m³ et valeur référence 2 µg/m³) au niveau du point 1, localisé à proximité des fours du site en 2022.</p> <p>Aussi, l'inspection demande à l'exploitant, sous un délai de 1 mois, de</p> <ul style="list-style-type: none"> • produire les éléments d'explication relatifs à ce dépassement et de se rendre compte des dispositions qu'il a prises ou qu'il compte prendre pour y remédier ; • de réaliser une nouvelle surveillance des émissions atmosphériques. <p>L'inspection demande à être destinataire, sans délai, du rapport de contrôle des émissions, dès sa réception.</p> <p>L'absence de ces éléments obligerait l'inspection à proposer des suites administratives.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Mesure de bruit

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18 juin 2008, article 12.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle de la situation acoustique est effectué dans un délai de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté, puis, selon une périodicité de cinq ans, par un organisme ou une personne qualifiée, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourrait demander.</p>
<p>Constats : L'inspection rappelle qu'une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les cinq ans par une personne ou un organisme qualifié. L'exploitant indique que des dernières mesures du niveau de bruit et de l'émergence ont été réalisées en 2008. Il a été relevé, lors de l'inspection, que les chariots élévateur et automoteur sont tous équipés d'avertisseur sonore de recul par bip. Ce bip de recul, source de nuisances sonores supplémentaires pour le voisinage, peut être remplacé par un avertisseur ronfleur et lumineux à feux à éclat, sans compromettre la sécurité des salariés.</p> <p>En conclusion, l'inspection estime que la réalisation d'une nouvelle mesure des émissions sonores s'avère nécessaire pour déterminer notamment le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée dans les conditions actuelles.</p> <p>A minima, un mat de mesure devra être installé dans la propriété d'un riverain à déterminer avec l'«Association de riverains», dont les coordonnées sont connues par l'exploitant.</p> <p>Post-visite par courriel daté du 30 août 2022, l'exploitant adresse un bon de commande signé pour une prestation de mesures acoustiques par un organisme qualifié.</p> <p>L'inspection confirme que l'absence de rapport de contrôle périodique de moins de cinq ans est une non-conformité aux dispositions de l'article 8.4 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000.</p> <p>Considérant la commande validée et datée du 24 août 2022 auprès de la société DEKRA pour un contrôle des émissions et la confirmation de leur passage le 13 septembre 2022, l'inspection propose de ne pas engager de suites administratives dans l'immédiat sur ce point.</p> <p>L'inspection demande à être destinataire, sans délai, du rapport de contrôle des émissions sonores, dès sa réception.</p> <p>L'absence de ces éléments obligerait l'inspection à proposer des suites administratives pour lever la non-conformité aux dispositions de l'article 12.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juin 2008.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

ANNEXE 1 : Photos prises lors de la visite du 29/08/2022



Constat 2

